



Le Royaume-Uni et la France renforcent leurs liens militaires et de renseignement au sommet de Sandhurst

Par [Robert Stevens](#) et [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2018

[wsws.org](http://www.wsws.org) 20 janvier 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Militarisation](#)

Jeudi, le Premier ministre britannique Theresa May et le président français Emmanuel Macron ont tenu un sommet à l'académie de formation des officiers militaires britanniques, Sandhurst. La réunion visait à renforcer les liens militaires et de renseignement franco-britanniques, conformément à la stratégie élaborée dans le Traité de Lancaster House de 2010, au milieu des tensions croissantes avec l'administration Trump et au sein de l'OTAN et de la crise de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (UE).

Ils se sont mis d'accord sur une série de mesures réactionnaires, y compris des dépenses militaires accrues, des opérations d'espionnage conjointes et des attaques contre les migrants qui tentent d'atteindre la Grande-Bretagne depuis le port français de Calais. Ils se sont engagés à intensifier la coopération sur les programmes d'armement nucléaire, les porte-avions et les déploiements navals dans les océans Pacifique et Indien et dans la mer des Caraïbes. Il y a également eu des accords sur des dispositions pour la censure draconienne d'Internet.

Le Financial Times a noté que Sandhurst a été choisi comme lieu car il « soulignait un pacte de défense de deux décennies entre la Grande-Bretagne et la France ». Insistant sur le caractère stratégique de la réunion, les chefs des principales agences de renseignement nationales et internationales, le MI5, le MI6 et le General Communications Headquarters (GCHQ) - et de leurs équivalents français, les Directions Générales de la Sécurité Externe et de la Sécurité Intérieure (DGSE, DGSI) y ont tous participé.

Soulignant « un monde de plus en plus instable et incertain », le communiqué du sommet a déclaré que « LeTraité de Lancaster House est le socle de notre relation. Nous avons amélioré depuis 2010 nos capacités collectives et constaté des niveaux inédits d'intégration de nos forces armées, de nos services de renseignement et de nos organes diplomatiques et de développement ».

Il a ajouté : « Il n'existe pas de situation dans laquelle les intérêts vitaux de l'un de nos deux pays, le Royaume-Uni ou la France, puissent être menacés sans que les intérêts vitaux de l'autre ne le soient également. » Puisque les intérêts vitaux sont ceux pour protection desquels les États sont prêts à partir en guerre, cela signifie essentiellement que la Grande-Bretagne et la France construisent une alliance séparée et plus petite au sein de l'OTAN. Le magazine français *Le Point* s'est félicité de ce « principe simple déjà esquissé en 1992 », après la dissolution de l'Union soviétique et la réunification de l'Allemagne.

Le document du « Pacte de la politique étrangère et de développement » contenait une liste des positions de l'impérialisme britannique et français sur les points explosifs mondiaux, en particulier ceux où Washington menace de déclencher des guerres majeures. Le document engage à défendre l'Accord de paix nucléaire iranien de 2015, que l'administration Trump indique vouloir abandonner au milieu des menaces américaines croissantes de guerre contre l'Iran. Il appelle à un « un dialogue durable, réel et sans conditions » avec la Corée du Nord, que Washington menace d'anéantir.

Dans une concession apparente au Royaume-Uni de la part de Macron – qui a commencé sa présidence en invitant le président russe Vladimir Poutine en France et en appelant à l'amélioration des relations avec Moscou – le pacte attaquait sévèrement la Russie.

Il a déclaré que le Royaume-Uni et la France « partagent une même analyse de la politique étrangère et de défense de la Russie, devenue plus ferme [...] intimidation stratégique, notamment le recours à la désinformation, des actions malveillantes en ligne et la subversion politique. » Il a dénoncé l'annexion de la Crimée par la Russie et soutenu l'Accord de paix de Minsk en Ukraine négocié par Berlin, Paris, Kiev et Moscou : « Les sanctions économiques ne pourront être levées tant que la Russie ne respectera pas les obligations découlant des accords de Minsk ».

Les deux pays se sont mis d'accord sur deux interventions à l'étranger pour illustrer leur alliance. La Grande-Bretagne doit envoyer trois hélicoptères et 50 à 60 techniciens pour aider des milliers de soldats français à mener une guerre néocoloniale dans la région du Sahel en Afrique. Pour sa part, la France enverra plus de troupes dans le cadre de la « présence avancée renforcée » de l'OTAN en Estonie en 2019, « dans le cadre du groupement tactique dirigé par le Royaume-Uni [...] compte tenu du succès du déploiement conjoint réussi en 2017 ». Le Royaume-Uni compte actuellement 800 soldats en Estonie.

En outre, May a déclaré qu'un corps expéditionnaire britannique et français serait prêt à déployer jusqu'à 10 000 soldats « rapidement et efficacement pour faire face à toute menace » d'ici 2020.

Les deux pays s'accordent sur la nécessité de réprimer les droits démocratiques en construisant leurs machines de guerre, la censure d'Internet étant à la tête de leur agenda. Sous couvert de « terrorisme » et de « criminels », le sommet a été présenté avec un rapport contenant des propositions pour « automatiser la détection et la suppression des contenus illégaux dans les 1 à 2 heures de leur mise en ligne » et « empêcher leur diffusion ».

Londres et Paris ont également marchandé le financement de la répression des immigrés à Calais, où la France a accepté la responsabilité de la police des frontières britannique autour du tunnel sous la Manche dans le Traité de Touquet de 2003. À Sandhurst, les deux pays ont convenu d'une action commune pour « augmenter le nombre de migrants illégaux qui sont renvoyés dans leur propre pays ».

Sous la pression de Macron, May a accepté de « soutenir la France dans ses installations dans les zones situées en dehors des régions de Calais et Dunkerque, comme les « centres d'accueil et d'évaluation » et d'augmenter les paiements britanniques à la France de 50 millions d'euros ».

Macron a déclaré hypocritement lors de la conférence de presse du sommet que le nouveau

traité sur les migrants assurerait une « approche plus humaine ». En fait, ce qui est mis en œuvre est une accélération du processus d'expulsion, passant de 6 mois à un mois pour les adultes, et 25 jours pour les enfants. Le Royaume-Uni a refusé de préciser le nombre de migrants qu'il accueillerait.

Le sommet a souligné à la fois l'effondrement du cadre politique international qui existait à l'époque de l'hégémonie mondiale de l'impérialisme américain et le virage vers la répression et la propagande haineuse anti-immigrés alors que les puissances impérialistes se préparent à la guerre. Des différences fondamentales séparent les grandes puissances européennes de Washington au sujet des pays du Moyen-Orient et d'Asie, où ils ont des intérêts économiques et stratégiques majeurs, et où la politique américaine pourrait provoquer une grande guerre régionale ou mondiale.

En même temps, l'UE se désintègre rapidement, en particulier depuis le vote sur le Brexit. Il est significatif que Paris ait organisé un sommet militaire de haut niveau avec Londres au milieu de préoccupations croissantes concernant ses relations avec l'Allemagne, première puissance européenne, après la crise déclenchée par les élections allemandes de septembre 2017. Le gouvernement de la Grande Coalition (Parti chrétien-démocrate-social-démocrate) qui favorisait des liens étroits avec Macron a subi une défaite électorale humiliante et Berlin est toujours incapable de former un gouvernement, Paris doit craindre qu'un gouvernement plus hostile émerge à Berlin.

Les factions *Leave* (Quitter) et *Remain* (Rester) de la bourgeoisie britannique ont toutes deux soutenues des liens plus étroits avec la France. Dans un éditorial avant le sommet, le *Financial Times*, partisan de *Remain*, a écrit avec effusion sur la décennie précédente de coopération militaire et de renseignement, mais a averti : « À l'ère du Brexit, ces liens seront réexaminés ». Étant donné les liens historiquement étroits avec les États-Unis « Il y a un profond scepticisme en Grande-Bretagne quant à l'intégration des forces armées du pays avec celles de l'Europe. »

Macron n'a fait aucun effort pour soutenir la Grande-Bretagne dans ses discussions controversées sur le Brexit avec l'UE, soulignant toutefois que c'est l'UE, et non la France, qui négocierait le Brexit. Interrogé sur les raisons pour lesquelles il s'opposait à l'inclusion des services financiers dans tout accord de libre-échange entre l'UE et le Royaume-Uni, il a déclaré : « Je ne suis ici ni pour punir ni pour récompenser. Je veux m'assurer que le marché unique est préservé car c'est vraiment le cœur de l'UE. »

Si la Grande-Bretagne voulait un accès continu au marché unique de l'UE, Macron a ajouté : « Le choix appartient à la Grande-Bretagne : ce n'est pas mon choix, mais ils ne peuvent avoir aucun accès différencié aux services financiers. [...] cela signifie que vous devez contribuer au budget et reconnaître la compétence des juridictions européennes. »

La Grande-Bretagne ne serait pas en mesure de choisir à son gré un accord commercial comme celui passé avec le Canada qui permettrait l'accès au marché unique, a-t-il insisté. « Il ne devrait pas y avoir d'hypocrisie à cet égard, ou cela ne fonctionnerait pas et nous détruirions le marché unique ».

Robert Stevens et Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWS, le 20 janvier 2018

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Robert Stevens](#) et [Alex Lantier](#), wsws.org, 2018

Articles Par : [Robert Stevens](#)
et [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca